

**RÉPONSE DE LA CREG À LA CONSULTATION PUBLIQUE  
D’ELIA**

**CRM DESIGN NOTES (PART 2)**

*Design note on derating factors*

*Design note on prequalification and monitoring*

*Design note on auction process*

*Design note on payback obligation*

*Design note on secondary market*

*Updated list of definitions*

NON CONFIDENTIEL

**TABLE DES MATIERES**

REMARQUES RELATIVES A LA CONSULTATION .....	2
DESIGN NOTE ON DERATING FACTORS.....	4
Remarque preliminaire .....	4
Design.....	4
DESIGN NOTE ON PREQUALIFICATION AND MONITORING .....	5
Prequalification .....	5
Predelivery monitoring principles .....	6
DESIGN NOTE ON AUCTION PROCESS.....	7
DESIGN NOTE ON PAYBACK OBLIGATION .....	10
Strike price.....	10
Pay-back obligation .....	11
DESIGN NOTE ON SECONDARY MARKET .....	12
UPDATED DEFINITION LIST .....	13

## SYNTHESE DES COMMENTAIRES

- Les Design Notes présentent les axes principaux d'un dispositif qui devra encore être complété.
- La cohérence avec le CEP et avec les éléments du design proposés par le SPF et la CREG devra être assurée (références légales, définitions, échange d'informations).
- Dans la Design Note payback obligation, la méthodologie de détermination du strike price semble insuffisamment transparente, ce qui rend le résultat peu prévisible.

Par rapport aux objectifs généraux :

- L'équilibre entre les obligations des capacités contractées (garantir la disponibilité) et les dispositions prises pour réduire les risques des détenteurs de capacités (avec le but de réduire potentiellement le coût du CRM) ne nous semble pas assuré.
- Il conviendrait de renforcer :
  - les garanties de disponibilité en période de pénurie (stop-loss supérieur à la rémunération CRM, pas d'exemption du payback pour les indisponibilités planifiées ou non planifiées) ;
  - les dispositions destinées à éviter les comportements stratégiques au bénéfice de certains acteurs du marché (CMU soumises à différents strike price, gaming possible entre Y-4 et Y-1, entre marché primaire et marché secondaire, entre participation au CRM et opt-out) ;
  - la maîtrise des coûts (pay-as-bid, ajout d'un critère de préqualification lié à l'existence ou non d'un missing money)

## REMARQUES RELATIVES A LA CONSULTATION

- 1 Le design d'un CRM est composé de multiples éléments qui interagissent les uns avec les autres. Les commentaires ci-dessous ne portent que sur l'analyse des design notes soumises par Elia à la consultation publique le 2 octobre 2019 relatives à cinq éléments du design. Or, seule une analyse globale de l'ensemble du dispositif permettra la formulation de commentaires complets. De plus, ces design notes, certes détaillées, ne présentent qu'une première ébauche des principes qui devront encore être complétés et détaillés pour être finalement transposés dans des textes définitifs (arrêtés royaux et règles de fonctionnement). La CREG se réserve donc le droit de formuler ultérieurement d'autres commentaires sur ces éléments du design, après analyse de l'ensemble des éléments, mais également lors de la lecture de la proposition d'arrêté royal accompagné du commentaire des articles ainsi que de lors de l'analyse des market rules pour lesquelles la CREG dispose d'une compétence d'approbation.

- 2 La présente réaction de la CREG est le résultat d'une analyse basée sur sa compréhension et sa vision actuelle du mécanisme. Il est évident que, suite à des réflexions en cours sur d'autres éléments du design, cette vision pourrait encore évoluer.
- 3 Les commentaires émis par les acteurs du marché après que tous les documents relatifs au design du CRM auront été portés à leur connaissance devraient pouvoir être pris en considération.
- 4 Het ontwerp van het CRM-design wordt voornamelijk uitgewerkt door drie partijen : de FOD Economie, de transmissienetbeheerder Elia en de CREG. Diverse aspecten van het CRM-design worden door deze drie partijen, afzonderlijk en bovendien niet gelijktijdig ter consultatie voorgelegd aan de marktactoren. Alle aspecten van het complexe CRM-design dienen uiteindelijk één coherent en evenwichtig geheel te vormen. De werkwijze waarbij verschillende deelaspecten op verschillende tijdstippen gedurende een beperkte periode van 3 weken aan de marktactoren worden voorgelegd, maakt een coherentie tussen alle designelementen van het CRM moeilijk te garanderen binnen de opgelegde termijnen voor de notificatie van het CRM bij de Europese Commissie. De complexiteit van het CRM-design en de beperkte periode waarbinnen alle consultaties moeten plaatsvinden vereisen bovendien van de marktactoren een grote inspanning aan middelen, welke mogelijks door slechts enkele marktpartijen kan worden gedragen. De consultaties die binnen dit korte tijdsbestek worden georganiseerd, maken een grondige analyse door alle marktpartijen onmogelijk en zijn, volgens de CREG, mogelijks onvoldoende doeltreffend.

## REMARQUES GENERALES

- 5 De CREG meent dat alle diverse aspecten van het CRM-design samen een evenwichtig en coherent geheel moeten vormen. Bij de transversale lezing de diverse Design Notes van Elia, meent de CREG dat het evenwicht zoek geraakt is. Onder het mom van te streven naar kostenbeheersing van het CRM werden volgens de CREG te veel toegevingen gedaan aan de bezorgdheden van potentiële deelnemers aan het CRM - bijvoorbeeld:
  - De *payback* verplichting (indien de referentieprijis boven de strike price komt dient de producent het verschil te betalen, teneinde enerzijds overdreven winsten af te romen maar anderzijds als incentive om daadwerkelijk beschikbaar te zijn bij hoge marktprijzen / schaarste) geldt niet voor capaciteit die een *forced outage* of een *planned outage* heeft. Hierdoor wordt de penaliteit bij het onbeschikbaar zijn bij schaarste fors ingeperkt, wat niet de bedoeling is van het CRM;
  - Er wordt door Elia vanaf de derde T-4 veiling gekozen voor een *pay as cleared*, wat per definitie inframarginale rentes op levert;
  - De secundaire markt wordt ten behoeve van het verhogen van de liquiditeit opengesteld aan capaciteiten die vooraf aankondigden niet beschikbaar te zijn voor adequacy doeleinden. Dit werkt verstoringend marktgedrag in de hand;
  - Invoeren van stoploss limiet die beperkt is tot de jaarlijkse vergoeding in het CRM.
- 6 La CREG estime également que certains éléments du design permettent un comportement stratégique particulièrement bénéfique pour les acteurs dominants du marché disposant d'un portefeuille de capacités, par exemple le design du marché secondaire.

- 7 Hoewel elk van deze aspecten afzonderlijk gemotiveerd kunnen worden, meent de CREG dat er te veel “soepelheid” voorzien werd in het geheel van de designaspecten van het CRM.

## DESIGN NOTE ON DERATING FACTORS

### REMARQUE PRELIMINAIRE

- 8 La méthodologie de calcul des *derating factors* devra faire l’objet d’une proposition arrêté royal qu’Elia devra soumettre à la consultation publique et à l’avis de la CREG.

### DESIGN

- 9 Dans les principes de base proposés par Elia devant servir à l’élaboration de l’arrêté royal visé à l’article 7undecies, § 2, de la loi électricité, il est indiqué que « *the Minister shall determine on an annual basis and no later than 31 March of every year, the derating factors and cross-border entry capacity for every auction on the basis of a scenario* ». L’obligation pour le ministre de déterminer les facteurs de réduction est déjà reprise dans la loi et ne doit donc pas figurer dans l’arrêté royal. Par ailleurs, le principe précité n’indique pas par qui et selon quelles modalités le scenario utilisé devra être choisi.
- 10 Il conviendrait de spécifier le lien (éventuel) ou la différence entre le concept de « *near scarcity hours* » et celui de « situation de pénurie » au sens de l’article 2, 54°, de la loi électricité.
- 11 Page 14 : Elia ne doit plus clairement référer à la méthodologie approuvée par ACER et prévoir une solution de repli si cette méthodologie n’était pas disponible à temps. Elia doit clarifier si les données utilisées seront celles issues de l’étude européenne d’adéquation ou si une étude nationale d’adéquation sera réalisée. Si une étude nationale d’adéquation est réalisée, la méthodologie devra décrire précisément tout élément additionnel spécifique utilisé pour déterminer les heures critiques et tenir compte des commentaires de la CREG au sujet de l’étude d’adéquation réalisée en 2019. Cette étude devra se conformer autant que possible à la méthodologie approuvée par ACER. Si des éléments de cette méthodologie sont réalisables à l’échelle nationale alors qu’ils ne sont pas pris en compte à l’échelle européenne, ils devront être développés.
- 12 Elia devra clairement indiquer la procédure de consultation publique qu’elle propose en ce qui concerne les hypothèses et les développements méthodologiques.
- 13 Elia devra par ailleurs établir le lien entre cette étude d’adéquation et l’étude d’adéquation prévue à l’article 7bis, § 4bis, de la loi électricité.
- 14 Pt 3 : Alors que la définition de *near scarcity hours* se réfère aux heures avec EENS et aux heures pendant lesquelles aucune marge n’est disponible, le chapitre 3 ne fait référence qu’à la seconde catégorie d’heures. Du point de vue de la CREG, les deux catégories d’heures doivent bien être pris en compte.

Le concept de '*Situations where any additional increase of the load will lead to energy not served*' devrait être précisé, notamment en indiquant comment les réserves de balancing disponibles pour l'adéquation sont prises en compte et l'unité de mesure utilisée pour définir l'*additional consumption*.

- 15 Pt 4.1.1. : dans cette Design Note, Elia part de l'hypothèse qu'aucun *planned outage* ne sera programmé pendant la période hivernale. Or, il résulte de la design note availability and penalties qu'une indisponibilité planifiée est au moins théoriquement possible en période hivernale. Etant donné qu'il n'est pas possible d'exclure cette possibilité, la CREG est d'avis qu'Elia doit en tenir compte dans sa formule de calcul du *derating factor*.
- 16 Pt 4.1.2.: la liste des catégories devra être complétée pour tenir compte de technologies présentes à l'étranger et susceptibles de participer au marché belge, telles que les capacités nucléaires ou au charbon. Par ailleurs, des sous-catégories devraient être établies notamment pour tenir compte de l'âge de la capacité. Le traitement des offres agrégées incluant plusieurs technologies devrait être abordé.
- 17 Elia pourrait-il expliquer ce qu'elle entend par *average contribution* (contribution observée par le passé ou anticipée dans l'étude d'adéquation) ?
- 18 Pt 4.3.2. : Le traitement des *energy-limited technologies* devrait inclure une catégorie additionnelle pour les capacités thermiques dont les limites d'émissions pourraient limiter le nombre d'heures de fonctionnement possible.
- 19 Les catégories SLA ne prévoient qu'une activation par jour. Elia devrait évaluer si cette limite n'introduit pas une discrimination au détriment des capacités plus flexibles qui peuvent s'activer plusieurs fois par jours.
- 20 Pt 4.5. : le tableau de synthèse ne mentionne qu'une méthode pour les capacités thermiques connectées au réseau de distribution alors que les principes de l'arrêté royal en page 27, pt 11 en mentionnent deux. La CREG est en faveur d'un alignement des méthodes lorsque les données sont disponibles.
- 21 Page 27 : La formulation du point 9 devrait être clarifiée.

## DESIGN NOTE ON PREQUALIFICATION AND MONITORING

### PREQUALIFICATION

- 22 La CREG note que le design de la procédure est incomplet sur plusieurs aspects (contrôle des critères d'éligibilité, portée de l'engagement des parties tierces dans les connexions au réseau,...).
- 23 Le traitement des capacités étrangères devrait être décrit.
- 24 Pt 1.2.3. : le volume à communiquer à la CREG pour l'analyse des seuils d'investissement n'est pas le volume éligible, mais la puissance installée (a priori le *nominal reference power*).
- 25 Pt 1.3. : la notion d'*infrastructure work* est très vaste, et devrait être précisée.

- 26 Pt 2. *Timing* & pt 3. *prequalification process*: dans un processus de préqualification continu, ne peut-il pas être problématique que la préqualification démarre avant que les *market rules* ne soient publiées, particulièrement si la seconde étape de la procédure est le '*candidate commitment with the CRM set of rules*'?
- 27 Pt 3.3.4. : de quel *trigger* s'agit-il et de quelle Design Note s'agit-il?
- 28 Certains choix posés ne sont pas (suffisamment) justifiés, par exemple :
- le plafond de 25 MW pour faire partie d'une offre agrégée (pt 3.4.2.1) ;
  - le fait que « *one delivery point can only be part of one CMU, in the portfolio of one CRM candidate* » (idem);
  - l'ensemble des règles figurant au point 3.4.2.8 (Combination with other Capacity Providers) ;
  - l'impossibilité de réaliser le projet en cas de nécessité de modifier le plan de secteur (pt 3.4.3.4) ;
  - la nécessité pour les unités de 400 MW ou plus d'obtenir les permis nécessaires dans les 24 mois (pourquoi 24 mois ; pourquoi 400 MW ?) (pt 3.4.3.6).
- 29 Pt 3.5. : le calcul du *nominal reference power* devrait être précisé en indiquant à quel niveau celui-ci est calculé : *delivery point*, unité de production (définition ?), site de consommation (définition ?), *CMU* ? Un lien devra être établi avec l'information à communiquer par Elia à la CREG en vue du classement des capacités dans une catégorie de capacité.
- 30 *Fast track* : pt 4.2. : à partir du moment où la capacité *opt out* est prise en compte pour déterminer le volume à contracter, une simple déclaration de la CMU pourrait ne pas suffire.
- 31 Pt 5.2. : Elia envisage une réduction du volume éligible en fonction des résultats du *monitoring*. Comment Elia envisage-t-elle de traiter une augmentation du volume constatée avant et après l'enchère Y-1 ?
- 32 Pt 5.4. la cohérence devra être établie avec la proposition de la CREG en matière de seuils et critères d'investissement.

## PREDELIVERY MONITORING PRINCIPLES

- 33 Le point 7.1 donne à penser qu'Elia n'a pas l'obligation d'augmenter le volume pour l'enchère T-1 en cas de retard constaté en Monitoring Phase 1 (« *Elia has the possibility to increase...* »), alors que la suite du texte laisse entendre qu'une telle augmentation est automatique.
- 34 Dans le point 7.3 Elia identifie trois possibilité de pénaliser le fournisseur de capacité qui n'est pas capable de délivrer la capacité contractée. Ces trois possibilité n'apparaissent pas clairement du texte.
- 35 La distinction entre le rôle du gestionnaire du réseau et celui de la Contrepartie contractuelle n'est pas toujours faite (par exemple : qui applique les pénalités financières ? Qui retarde la première période de fourniture de capacité ?...).
- 36 Dans la Design Note, Elia laisse entendre qu'un sort particulier doit être réservé aux retards dus à un retard intervenu dans le cadre du processus d'obtention des permis (voy. pt 7.3, *litt. c*), sans être plus précis. Toutefois, dans les exemples figurant au point 8, il s'avère qu'un retard dans le

processus d'obtention des permis peut entraîner l'application d'une pénalité sur la garantie bancaire. Un tel retard ne relève-t-il pas de la force majeure ? En comparant les exemples 1 et 2, & 2 et 3, on n'aperçoit pas la différence au niveau de la garantie bancaire.

- 37 Pt 6.1.2. : le niveau de la garantie bancaire est insuffisamment motivé. Son mode de calcul doit être précisé (que couvre la notion de *project total cost*, est-elle la même dans le cadre du CRM et dans le cadre du contrat de raccordement ?). La procédure de remboursement de la garantie devra être précisée et justifiée. Que recouvre les notions de permis et commissioning phase. Le but étant de garantir la disponibilité de la capacité dans les temps, le remboursement devrait être lié à l'obtention d'un résultat tangible : l'obtention d'un permis, le début de la phase de commissioning ou le début de la période de livraison ne donnent aucune indication sur la fourniture de la capacité (le permis peut être délivré pour une capacité inférieure à la capacité préqualifiée, le commissioning peut être problématique, ...)
- 38 P 51, remarque : Que se passe-t-il pour un contrat d'un an si après le second retard, la durée effective du contrat est réduite à 0 ?
- 39 Dans les exemples 8.2 et 8.3, il est précisé que si le fournisseur de capacité n'est jamais en mesure de délivrer une partie significative de la capacité contractée (20%), il ne recevra pas la rémunération de capacité et perdra la garantie bancaire. Mais l'obligation de capacité est-elle maintenue ou est-il mis fin au contrat ? Quand cette décision est-elle prise ? Par qui ? Comment justifier le seuil de 20% ?
- 40 La garantie bancaire qui a fait l'objet d'un prélèvement doit-elle être reconstituée ?
- 41 Pénalités : la CREG comprend le souci d'Elia de limiter le risque d'obtention d'un permis supporté par les investisseurs, mais considère que sa proposition présente trop de conséquences négatives en termes de coûts. Le retard de livraison d'une capacité contractée pendant la phase 1 nécessite la contractualisation de capacités additionnelles lors de l'enchère Y-1. Ceci augmente d'une part le volume à contracter et donc le prix en Y-1 mais surtout, pourrait conduire à la contractualisation d'une capacité additionnelle bénéficiant d'un contrat pluriannuel, potentiellement de 15 ans. Le système proposé par Elia pour les deux premiers délais ne peut être envisageable que si la capacité initiale ne reçoit aucune rémunération de capacité pendant la première année de livraison et si elle est remplacée par une capacité contractée pour un an, sinon, la solution préconisée pour le troisième délais devrait être la seule possible.

## DESIGN NOTE ON AUCTION PROCESS

- 42 In haar "CRM design note : Auction Process", stelt Elia voor om een *single-round sealed bid auction* te voorzien. De CREG meent dat het voorgestelde veilingstype in de geconcentreerde Belgische elektriciteitsmarkt diverse voordelen biedt ten aanzien van een *descending clock auction format* en steunt bijgevolg deze keuze.
- 43 Wat het veiling algoritme betreft, stelt Elia voor om voor de eerste twee T-4 veilingen (in 2021 en 2022) een *pay-as-bid* regel toe te passen om vervolgens over te gaan naar een *pay-as cleared* voor de daaropvolgende veilingen.

Hierdoor wordt voor eenzelfde leveringsjaar (namelijk voor leveringsjaar 2025 en 2026), zowel *pay-as-bid* (in T-4) en *pay-as-cleared* (T-1) toegepast in verschillende veilingen. De CREG vreest dat hierdoor strategisch biedgedrag wordt gestimuleerd, wat tot een concurrentievervalsing zou kunnen leiden en dat marktactoren hierdoor ontmoedigd worden om deel te nemen aan de T-4 veiling. Voor eenzelfde leveringsjaar dient volgens de CREG dan ook eenzelfde veilingmechanisme te worden gehanteerd.

De CREG vindt geen motivering terug waarom Elia precies ná twee veilingen reeds wenst over te schakelen van *pay-as-bid* naar *pay-as-cleared*.

In ieder geval meent de CREG dat een *pay-as-cleared* mechanisme, waarbij alle capaciteiten de clearingprijs ontvangen steeds duurder dan - of in een extreem scenario (waarbij alle capaciteiten aan de *price cap* zouden bieden) even duur als - zal zijn dan een *pay-as-bid* mechanisme. Met het oog op de beperking van de kosten van het CRM-mechanisme (die mogelijks door de elektriciteitsconsument zullen moeten gedragen worden) meent de CREG dat een *pay-as-bid* mechanisme zeker een aantal voordelen biedt. Bovendien heeft de CREG aan de CRM-TF al een aantal principes voorgesteld die ze wenst te hanteren bij haar voorstel van de parameters inzake het aan te kopen volume. In haar huidige reflecties (30 oktober 2019) meent de CREG dat een vorm van kostenbeperking in het CRM noodzakelijk is om het principe van proportionaliteit toe te passen. In een *pay-as-bid* mechanisme kan er tegen eenzelfde kost, meer capaciteit gecontracteerd worden dan bij een *pay-as-cleared* mechanisme, waardoor het technische betrouwbaarheids criterium (uitgedrukt in een aantal uren LoLE) gemakkelijker gehaald of benaderd zal worden.

Verder ziet de CREG, net als Elia, evenmin een gegrond bestaansreden om in een CRM-context infra-marginale rentes toe te kennen aan capaciteitsleveranciers. Dergelijke infra-marginale rentes komen neer op *windfall profits*. Gezien dergelijke infra-marginale rentes automatisch gecreëerd worden bij toepassing van een *pay-as-cleared* mechanisme, kan de CREG, zeker in de huidige marktcontext, het voorstel van een *pay-as-cleared* mechanisme niet steunen.

De CREG heeft bijgevolg een voorkeur om enkel het *pay-as-bid* mechanisme voor te stellen en ziet geen reden om nu reeds te anticiperen op mogelijke andere toekomstige veilingmechanismen.

- 44 Pt 2.2. : Elia indique à juste titre que le marché de la capacité a pour seul but de couvrir un *missing money* et que toute rémunération excédant ce *missing money* constitue un *windfall profit*. Une première façon de limiter les *windfall profits* serait donc de limiter l'accès au marché de la capacité aux CMU dont les revenus des marchés de l'électricité ne suffisent pas pour couvrir leurs coûts fixes. Ces (catégories de) capacités sont identifiées dans le cadre du volet économique de l'étude d'adéquation. La CREG demande donc à Elia d'introduire cette condition dans les critères de préqualification.
- 45 Pt 3.1.: l'interdiction de formuler des offres divisibles devrait être motivée. Ce mécanisme pourrait notamment faciliter l'*auction clearing*.
- 46 Pt 4.1. : la CREG ne partage pas le point de vue d'Elia sur la maximisation du *social welfare*. Etant donné que le marché de la capacité a pour but de couvrir l'EENS non accepté qui aurait été généré par le marché de l'énergie, le concept de *willingness-to-pay* se limite à la rémunération du *missing money* du *non viable gap* identifié, et non à la rémunération de la totalité de la capacité offerte. Toute rémunération de capacité versée à une capacité rentable sur les marchés de l'énergie constitue un transfert injustifié du consommateur vers le détenteur de la capacité, en d'autres termes un *windfall profit*.

- 47 L'ensemble des contraintes réseau reprises dans l'algorithme devront être décrites (contraintes liés aux réseaux des GRD, contrats relatifs au réseau gaz,...)
- 48 Pt 4.3. une *tie-breaking rule* devrait être ajoutée en premier lieu : préférence devrait être donnée à l'offre dont la durée du contrat de capacité est la plus faible.

## Opt-out

- 49 Wat de behandeling van de *opt-out* betreft maakt Elia onderscheid tussen verschillende gevallen om te bepalen of deze *opt-out* capaciteiten al dan niet beschikbaar worden verondersteld in het leveringsjaar, wat op zijn beurt weer gevolgen heeft voor het aan te kopen volume in het CRM.

De CREG stelt een mogelijke verwarring vast tussen de definitie van de CRM kandidaat (zijnde een capaciteitshouder die deelneemt aan de veiling en een bieding doet) en de beschrijving in hoofdstuk 5 van de Design Note die stelt dat deze kandidaat mag beslissen niet deel te nemen aan de veiling en dus geen bieding te doen.

CRM-kandidaten die kiezen voor *opt-out* en die geen definitieve of tijdelijke uitdienstneming aangekondigd hebben conform artikel 4bis van de elektriciteitswet, moeten aangeven of de onderliggende capaciteit al dan niet zal bijdragen aan adequacy. Indien het *opt-out* volume niet bijdraagt tot *adequacy*, is een motivatiebrief nodig.

De CREG meent dat voldoende transparantie moet gegeven worden over de *opt-out* capaciteiten alsook over de redenen van de *opt-out*. Verder is het voor de CREG niet duidelijk hoe een capaciteitshouder die voor een *opt-out* kiest, kan bepalen of de betreffende capaciteit al dan niet bijdraagt aan *adequacy*.

De CREG meent dat de Design Note onvoldoende de redenen verklaart waarom bepaalde capaciteiten wel of niet kunnen deelnemen aan de secundaire markt. Het is belangrijk om enerzijds zowel wat het aan te kopen volume in de veiling als anderzijds wat het verkrijgen van inkomsten uit de secundaire markt betreft, geen dubbeltellingen toe te laten. Elia stelt voor om het gedeelte van de *opt-out* capaciteit dat niet heeft bijgedragen tot een vermindering van het beoogde CRM-volume (wegens *derating*), te laten deelnemen aan de secundaire markt. Hoewel theoretisch dit een correcte redenering is, wijst de CREG erop dat de controle op de toepassing ervan niet aan bod komt in de Design Note. De CREG meent dat bij behoud van de participatie van deze volumes aan de secundaire markt, er een absoluut 100% foutloze controle moet gegarandeerd worden door Elia, teneinde geen capaciteiten te laten deelnemen in de secundaire markt die reeds vergoeding ontvangen via de primaire veilingen in het CRM.

Het is voor de CREG niet duidelijk waarom capaciteitshouders die kiezen voor *opt-out*, en daarbij aangeven niet te zullen bijdragen aan de bevoorradingszekerheid, met deze capaciteit in de secundaire markt mogen deelnemen. De CREG begrijpt dat hierdoor het volume en liquiditeit in de secundaire markt vergroot wordt, maar meent dat dit samen met de veilingen in T-4 en T-1, in totaal 3 mogelijkheden geeft om bijkomende inkomsten te verwerven en vreest dat hierdoor strategisch gedrag met mogelijke marktmanipulatie wordt gefaciliteerd. De niet-beschikbare capaciteit zou dan ook de toegang tot de secundaire markt moeten worden ontnomen voor de betreffende periode.

De CREG meent dat het volledige design van het CRM al dermate complex is, dat vereenvoudiging waar mogelijk zou moeten betracht worden. De CREG stelt voor dat de regels voor deelname aan de secundaire markt grondiger geanalyseerd worden.

- 50 Point 3.1 (*General bid requirements*) : vu le Règlement électricité 2019/943, le *Global Auction price Cap* ne peut plus être déterminé conformément à l'AR visé à l'article 7*undecies*, § 2.

## DESIGN NOTE ON PAYBACK OBLIGATION

- 51 Certains éléments de la Design Note devront faire l'objet d'un arrêté royal à soumettre à consultation publique.
- 52 Les règles applicables aux capacités X border devront être précisées.

## STRIKE PRICE

- 53 Comme déjà mentionné, la CREG n'est pas convaincue que l'utilisation d'un *strike price* unique est la solution à adopter, compte tenu de la génération des *windfall profits* ou de l'exclusion de certains technologies qu'elle peut engendrer.

### Strike price in time

- 54 Elia propose de maintenir le *strike price* fixe (et sans indexation) pendant toute la durée d'un contrat pluriannuel. Ceci signifie qu'un même *strike price* pourrait être d'application pendant 19 ans. Le risque de déconnexion avec l'évolution du prix de marché est donc très grand. Ceci peut générer des effets pervers sur le fonctionnement du marché de l'électricité si le *strike price* devient trop faible, ou supprimer toute obligation de remboursement si son niveau devient trop élevé.

Par ailleurs, Elia propose d'appliquer le dernier *strike price* publié aux transactions sur le marché secondaire. La combinaison des deux propositions introduit un risque de *gaming* : la partie sous contrat pluriannuel pourrait vendre son obligation à une autre partie sur le marché secondaire dans le seul but de réduire son exposition au risque de *pay back*. Une obligation avec un *strike price* élevé aura plus de valeur qu'une obligation avec un *strike price* plus faible. Les acteurs dominants disposant d'un portefeuille de capacités important pourront plus facilement tirer profit de ces transactions.

La CREG est donc d'avis que les capacités contractées pour une période de livraison donnée devraient être soumises au même *strike price*.

### Strike price design – calibration methodology

- 55 La méthodologie proposée pourrait être sujette à des manipulations. Les détenteurs de capacités pourront proposer sur les bourses des offres à des prix artificiellement élevés dont ils savent qu'elles ne seront pas retenues, dans le seul but de faire évoluer le *strike price* à la hausse.
- 56 La méthode de calibration du *strike price* donne une plage très large de valeurs possibles, de sorte que le choix du pourcentage est déterminant. Or, elle donne très peu d'indications sur le choix de ce pourcentage. La méthode est donc beaucoup trop vague et donne un résultat trop incertain. Elle n'atteint donc pas l'objectif visé.

- 57 Alors qu'Elia propose de figer le *strike price* pendant 19 ans pour certaines capacités, sa méthode de détermination repose sur les seuls prix de marché observés pendant les trois dernières périodes hivernales. Si deux de ces hivers ont été rigoureux et un a été doux, le *strike price* en résultant ne correspondra à aucune situation réelle. Il en va de même si une indisponibilité importante survient lors d'un des hivers. De même, un changement majeur du prix de combustible ou du CO<sub>2</sub> survenant au cours de ces trois hivers ou entre ces hivers et les 19 années suivantes, un changement du parc de production ou la mise en service d'une nouvelle interconnexion produira des effets non-souhaités.

La CREG est d'avis que le montant du *strike price* devrait pouvoir évoluer en fonction de critères objectifs prédéterminés, et ce, en vue de maintenir un lien entre le *strike price* appliqué et le prix du marché.

## PAY-BACK OBLIGATION

- 58 La proposition d'Elia se fonde sur le principe que seul le revenu perçu peut être soumis à une obligation de remboursement. De son point de vue, le seul objectif de la *pay-back obligation* est de limiter les *windfall profits*.

Du point de vue de la CREG, le but de l'obligation de remboursement doit également être d'assurer la disponibilité de la capacité.

- 59 Pt 6.2. : Elia propose d'exempter de l'obligation de *pay back* toutes les capacités indisponible. Par cette disposition, Elia vise à réduire le risque auquel les détenteurs de capacités sont exposés. Ce souci est également très présent pour la détermination des pénalités. Comme mentionné ci-dessus, la CREG estime que le but premier du CRM est d'assurer la disponibilité des capacités au moment où le système en a besoin. De ce point de vue, la CREG perçoit difficilement qu'une indisponibilité en période de *scarcity* puisse rester sans conséquence. Elle demande donc à Elia d'envisager un renforcement des incitants à la disponibilité, par exemple en maintenant l'obligation de *pay-back* en toute circonstance (y compris en cas d'indisponibilité planifiée et non-planifiée).
- 60 Pt 3.2. Le *pay-back* devrait-il pas être d'application pour toutes les capacités lorsque le *day-ahead reference price* de la zone dépasse le *strike price* (et pas seulement le *DA price* du NEMO choisi) ?
- 61 Pt 6.3. : *load following factor* : le principe semble discriminatoire. Si le *strike price* est atteint au moment où la charge est inférieure à la charge maximale, ce sont les capacités dont le prix marginal excède le *strike price* qui devraient être dispensées. Un facteur de réduction identique pour toutes les capacités ne semble pas équitable.
- 62 Pt 6.4. : la proposition introduit un risque de *gaming* pour les unités SLA qui peuvent choisir les heures d'activation induisant le *pay back* le plus limité dans la situation où le nombre d'heures AMT est supérieur au nombre d'heures pendant lesquelles la capacité a une obligation de disponibilité.

## DESIGN NOTE ON SECONDARY MARKET

63 De organisatie van een secundaire markt heeft tot doel om de houders van in het CRM gecontracteerde capaciteiten toe te laten hun verplichtingen over te dragen aan andere partijen, waardoor deze capaciteitshouders beter hun risico's kunnen beheersen, wat *in fine* zou moeten leiden tot een lagere kost voor het CRM-mechanisme.

De CREG meent dat enkel een goed functionerende secundaire markt een positieve bijdrage kan leveren aan de risicobeheersing bij de CRM capaciteitshouders. Elia zet in het CRM-design in op het maximaal verhogen van de liquiditeit van deze secundaire markt, door de drempels voor toelating tot de secundaire markt zo laag mogelijk te houden. De CREG meent dat er echter een evenwicht dient gevonden te worden tussen enerzijds de goede werking van de secundaire markt en anderzijds de mogelijke marktverstoringen.

Gezien de marktconcentratie in België, meent de dat een analyse over de keuze tussen een vrijwillige bilaterale secundaire markt (zoals door Elia voorgesteld) en een georganiseerde verplichte secundaire markt nuttig zou zijn.

Wat betreft de modaliteiten van de overdracht van verplichtingen in de secundaire markt stelt Elia 3 mogelijkheden voor :

- een volledige overdracht van rechten (het ontvangen van een capaciteitsvergoeding) en plichten;
- een overdracht van enkel de plichten, waarbij de initiële verkoper van de verplichting de capaciteitsvergoeding blijft ontvangen;
- een overdracht waarbij de initiële verkoper van de verplichting zowel de rechten behoudt als eindverantwoordelijke blijft voor de plichten.

Elia focust sterk op de nadelen van de derde optie, die trouwens ook door de CREG gedeeld worden, om uiteindelijk optie 2 voor te stellen. De CREG meent evenwel dat optie 1, een volledige overdracht van rechten en plichten, een betere financiële garantie biedt tegen een eventuele wanprestatie van de koper van de verplichting. Bij optie 2 moet de capaciteitsvergoeding blijvend betaald worden aan de initiële verkoper, zelfs indien de koper zijn verplichting in het kader van het CRM niet respecteert. Hierdoor ontstaat er een financieel risico. De CREG meent dat dit risico niet mag afgewenteld worden op de eindconsument. De CREG meent dat in de design nota van Elia onvoldoende wordt aangetoond waarom optie 1 geen valabele optie zou zijn.

64 Bij transacties op de secundaire markt stelt Elia voor om de *strike price* die van toepassing is op datum van de transactie te laten gelden voor de overgedragen verplichting. Hierdoor kan een houder van een gecontracteerde capaciteit (met een bepaalde capaciteitsvergoeding, op basis van een bieding onder een set van gegeven parameters waaronder een bepaalde *strike price*) tijdens de contractduur zijn *pay-back* verplichting, waar rekening mee gehouden worden bij de bieding, verminderen. Door middel van een transactie op de secundaire markt op het moment dat de geldende *strike-price* die hoger is dan de initiële contractuele *strike price*, zou deze nieuwe hogere *strike price* van toepassing worden op de CMU, en zou de kans op *pay-back* dus kleiner worden. Hierdoor riskeren op termijn alle meerjarige contracten hogere *strike prices* te verkrijgen dan deze bij de initiële bieding, waardoor de *pay-back* verplichting, die een van de voornaamste karakteristieken van een *reliability option* is, dreigt omzeild te worden.

- 65 Verder meent de CREG dat het voorstel om de laatst van toepassing zijnde *strike price* te laten gelden voor de capaciteiten die in de secundaire markt worden verhandeld, zal leiden tot een verhoogde liquiditeit bij hoge *strike prices* en een daling van de liquiditeit bij lage *strike prices*.

## UPDATED DEFINITION LIST

- 66 Near scarcity hours : la definition ne correspond pas à la description donnée au point 3 de la design note derating factors.
- 67 SLA hours : le terme amount devrait être précisé.